

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

EGPF POLYNESIE

Société par Actions Simplifiée au capital de 487.560.000 F CFP

SAS au capital CFP - Siège Social : 115, Avenue Georges Clémenceau

PAPEETE BP 4338 - 98713 PAPEETE

RCS PAPEETE TPI 20 168 B

Comptes annuels au 31 décembre 2024 approuvés par l'assemblée générale mixte du 27 juin 2025

1

BILAN

ACTIF

En franc CFP	Note	31.12.2024	31.12.2023
Caisse, Banques Centrales, C.C.P		-	-
Effets publics et valeurs assimilées		-	-
Créances sur les établissements de crédit & assimilés	3.1	235 135 160	213 586 855
Opérations avec la clientèle	3.2	1 245 436	1 056 557
Obligations et autres titres à revenu fixe		-	-
Actions et autres titres à revenu variable		-	-
Participations et autres titres détenus à long terme		-	-
Parts dans les entreprises liées		-	-
Crédit-bail et location avec option d'achat		-	-
Location simple		-	-
Immobilisation incorporelles	3.3	94 397 508	94 303 616
Immobilisation corporelles	3.3	17 175 482	19 036 832
Capital souscrit non versé		-	-
Actions propres		-	-
Autres actifs	3.4	7 920 532	5 763 299
Comptes de régularisation	3.5	4 848 131	1 959 786
TOTAL DE L'ACTIF		360 722 249	335 706 945

PASSIF

En franc CFP	Note	31.12.2024	31.12.2023
Banques Centrales, C.C.P.		-	-
Dettes envers les établissements de crédits & assimilés	3.1	11 284 989	11 093 690
Opérations avec la clientèle	3.2	192 708 885	123 434 023
Dettes représentées par un titre	3.7	65 280 000	-
Autres passifs	3.4	58 291 120	79 358 210
Comptes de régularisation	3.5	8 202 861	7 208 566
Provisions		-	-
Dettes subordonnées		-	-
Fonds pour risques Bancaires généraux (FRBG)		-	-
Capitaux propres hors FRBG	3.6	24 954 394	114 612 456
Capital souscrit		374 680 000	340 000 000
Primes d'émission		-	-
Réserves		-	-
Ecart de réévaluation		-	-
Provisions réglementées en subventions d'investissement		-	-
Report à nouveau (+/-)		- 225 387 544	- 104 503 330
Résultat de l'exercice (+/-)		- 124 338 062	- 120 884 214
TOTAL DU PASSIF		360 722 249	335 706 945

Engagements	Notes	31.12.2	31.12.20
1 Engagements de financement	4.1		
2 Engagements de garantie	4.2		
3 Engagements sur titres			
Engagements	Notes		
4 Engagements de financement			
5 Engagements de garantie			
6 Engagements sur titres			

2 COMPTE DE RÉSULTAT

<i>En franc CFP</i>	Note	31.12.2024	31.12.2023
Intérêts et produits assimilés		-	-
Intérêts et charges assimilées	5.1	- 1 748 054	-
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées		-	-
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées		-	-
Produits sur opérations de location simple		-	-
Charges sur opérations de location simple		-	-
Revenus de titres à revenu variable		-	-
Commissions (produits)	5.2	110 839 284	71 174 212
Commissions (charges)	5.2	- 24 951 379	- 13 132 710
(+/-) Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de négociations		-	-
(+/-) Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de placement assimilés		-	-
Autres produits d'exploitation bancaire	5.3	586 937	164 482
Autres charges d'exploitation bancaire	5.3	- 3 435 063	- 6 534 200
PRODUITS NET BANCAIRE		81 291 725	51 671 784
Produits et charges générales d'exploitation	5.4	- 185 294 487	- 156 612 276
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	5.5	- 21 671 638	- 19 554 267
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		125 674 400	- 124 494 759
Coût du risque	5.6	- 150 000	-
RESULTAT D'EXPLOITATION		- 125 824 400	- 124 494 759
(+/-) Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-	-
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔT		- 125 824 400	- 124 494 759
(+/-) Résultat exceptionnel	5.7	1 764 867	3 788 892
Impôt sur les bénéfices	5.8	- 278 529	- 178 347
(+/-) Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées		-	-
RESULTAT NET		- 124 338 062	- 120 884 214

3 ANNEXES (en Franc pacifique)

Note 1. Cadre général

1.1 Cadre juridique et financier

La société EGPF POLYNESIE a été créée en décembre 2019. C'est un prestataire de service dont l'objet est l'émission et la prestation de tous services de paiement ainsi que toutes prestations connexes à ces activités au sens du code monétaire et financier.

EGPF POLYNESIE a reçu l'agrément « Etablissement de paiement » par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) en date du 10 décembre 2021.

1.2 Faits caractéristiques de l'exercice

- Par assemblée générale extraordinaire en date du 30 janvier 2024, il a été décidé d'augmenter le capital social de 34 680 000 XPF par la création de 102 actions d'une valeur nominale de 340 000 XPF ainsi que la souscription d'un emprunt obligataire d'un montant de 65 280 000 XPF et la souscription par la SOFIDEP aux 192 obligations convertibles émises à valeur nominale de 340 000 XPF.
- Au cours de l'exercice, la société a débuté l'ibanisation des comptes clients.
- En date du 8 décembre 2024, Pierre Marie Edouard COLARDEAU a été nommé Président de la société.

1.3 Evènements postérieurs à la clôture

A ce jour, nous n'avons connaissance d'aucun événement survenu entre la date de clôture de l'exercice et la date d'arrêt des comptes susceptible de remettre en cause les états financiers. Par ailleurs, les activités d'EGPF POLYNESIE ne sont pas exposées au conflit toujours en cours entre l'Ukraine et la Russie.

Note 2. Principes et méthodes comptables

2.1 Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées

Les comptes individuels annuels de EGPF POLYNESIE ont été établis dans le respect des dispositions des règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n°2016-07 du 4 novembre 2016 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire et n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif au plan comptable général.

Les règlements du Comité de la Réglementation Bancaire (CRB) ou de l'Autorité des Normes Comptable (ANC) qui prévoient des dispositions spécifiques pour les établissements de crédit s'appliquent également aux établissements de paiement dont la seule activité est la fourniture de services de paiement.

La société EGPF POLYNESIE clôture son exercice social le 31 décembre et l'exercice comptable comporte une durée de 12 mois.

Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en XPF, sauf mention contraire.

Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les dirigeants.

2.1.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

Elles figurent au bilan pour leur valeur historique.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif, quand ce dernier correspond à l'amortissement économique en fonction des durées probables d'utilisation suivantes :

- Logiciels de bureautique : 3 ans ;
- Logiciels de production : 3 ans ;
- Installations générales, agencements et aménagements : 5, 10 ans ;
- Matériel de bureau et informatique : 3 ans ;
- Mobilier et matériel de bureau : 5 ans.

Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

La quote-part d'amortissement supplémentaire dont peuvent bénéficier les logiciels en application des dispositions fiscales est inscrite en amortissement dérogatoire.

Les immobilisations incorporelles produites par EGPF POLYNESIE sont évaluées à leur coût de production, en distinguant les logiciels acquis des développements de logiciels spécifiques.

Les développements informatiques ainsi immobilisés sont valorisés au coût de production qui comprend toutes les dépenses extérieures et les frais de personnel pouvant leur être directement attribués et qui sont nécessaires à la création, la production et la préparation des outils sous-jacents, dès lors qu'ils remplissent les critères d'immobilisation, afin qu'ils soient en mesure de fonctionner selon l'utilisation prévue.

2.1.2 Dettes envers les établissements de crédit

Les dettes envers les établissements de crédit sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.1.3 Comptes créditeurs de la clientèle

Les dettes envers la clientèle correspondent aux sommes trop perçues de la clientèle.

2.1.4 Crédits à la clientèle

EGPF POLYNESIE a opté pour la méthode basée sur la notion de temps, il s'agit d'une des méthodes les plus fréquemment rencontrées. Ces critères sont déterminés sur la base d'une étude historique de notre balance, permettant de justifier la corrélation entre le retard enregistré et le caractère irrécouvrable de la créance.

Le calcul du pourcentage de perte probable est systématiquement de 100% si la créance respecte les critères suivants : créances supérieures à 90 jours.

Une fois acquis le caractère certain du risque d'impayé, la créance peut être comptabilisée en perte et déduite du résultat imposable de l'exercice au cours duquel elle devient irrécouvrable.

Une créance peut être comptabilisée en perte lorsque :

- Le délai de prescription expire (désormais 5 ans), ce qui est un motif juridique incontestable ;
- Ou lorsqu'elle devient définitivement irrécouvrable.

Toutefois, la preuve du caractère définitivement irrécouvrable doit être apportée pour que la déduction ne soit pas remise en cause par les services fiscaux.

2.1.5 Provisions pour risques et charges

Les provisions constituent des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain.

Leur comptabilisation est subordonnée à l'existence d'une obligation actuelle résultant d'un événement passé dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources et dont le montant peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la sortie de ressources attendue pour éteindre l'obligation actuelle à la date de clôture.

Ce montant est actualisé dès lors que l'effet de cette actualisation est significatif.

Les provisions sont revues à chaque date de clôture et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.

2.1.6 Créances sur les établissements de crédit

Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit.

2.1.7 Autres actifs et comptes de régularisation

Les autres actifs sont enregistrés à leur valeur nominale, après déduction des provisions et des amortissements économiquement nécessaires.

2.1.8 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale et font l'objet d'une appréciation au cas par cas.

Une dépréciation en fonction du risque encouru est constituée pour chacune d'elles.

2.1.9 Transactions entre les parties liées

Toutes les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Les conditions peuvent être considérées comme normales lorsqu'elles sont habituellement pratiquées par l'établissement dans les rapports avec les tiers, de sorte que le bénéficiaire de la convention n'en retire pas un avantage par rapport aux conditions faites à un tiers quelconque de la société, compte tenu des conditions d'usage dans les sociétés du même secteur.

Conformément aux règlements ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014, nous vous informons qu'il n'y a pas d'opérations au titre des parties liées qui soient d'une part conclues à des conditions anormales de marché ou d'autre part en dehors de toutes opérations avec les entreprises liées mentionnées dans les annexes détaillées par poste.

Note 3. Informations sur le bilan

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

3.1 Créances et dettes sur les établissements de crédit

	31.12.2024		31.12.2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse, banques centrales, C.C.P	235 135 160	11 284 989	213 586 855	11 093 690
- A vue	235 135 160	11 284 989	213 586 855	11 093 690
- A terme				
TOTAL	235 135 160	11 284 989	213 586 855	11 093 690

Les comptes de disponibilités à vue s'élèvent à 235 135 160 XPF au 31 décembre 2024 dont 192 005 740 XPF en dépôt sur le compte de cantonnement.

3.2 Opérations avec la clientèle

	31.12.2024		31.12.2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Clients	1 245 436	192 708 885	906 557	123 434 023
- A vue	1 245 436		906 557	
- A terme				
Clients douteux ou litigieux	150 000		150 000	
Dépréciations comptes clients	- 150 000		-	
TOTAL	1 245 436	192 708 885	1 056 557	123 434 023

Le total des opérations avec la clientèle - actif s'élève à 1.2 M XPF au 31 décembre 2024 dont 1.2 M XPF de créances clients à vue.

Le total des opérations avec la clientèle - passif s'élève à 193 M XPF au 31 décembre 2024.

3.3 Immobilisations incorporelles et corporelles

Nous présentons ci-après les variations ayant affecté les postes d'immobilisations :

Valeur brute

	31.12.2023	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31.12.2024
Incorporelles	116 961 324	17 727 806			134 689 130
Corporelles	25 824 723	2 176 374			28 001 097
Total	142 786 047	19 904 180	-	-	162 690 227

Amortissements

	31.12.2023	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31.12.2024
Incorporelles	- 22 657 708	- 17 633 914			- 40 291 622
Corporelles	- 6 787 891	- 4 037 724			- 10 825 615
Total	- 29 445 599	- 21 671 638	-	-	- 51 117 237

Valeur nette

	31.12.2023	31.12.2024
Incorporelles	94 303 616	94 397 508
Corporelles	19 036 832	17 175 482
Total	113 340 448	111 572 990

Au cours de l'exercice 2024, une dotation aux amortissements inscrite en résultat a été constatée pour un montant global de 21 671 638 XPF, comprenant 17 633 914 XPF au titre des immobilisations incorporelles et 4 037 724 XPF au titre des immobilisations corporelles.

3.4 Autres actifs et autres passifs**3.4.1 Autres actifs**

	31.12.2024	31.12.2023
Dépôts et cautionnements versés	535 072	425 191
Stocks de cartes	4 283 746	3 223 990
Fournisseurs - Avances et acompt	1 315 180	1 225 180
C.P.S I.J à recevoir	5 521	301 606
Tva déductible s/ biens et services	-	587 332
Autres comptes débiteurs/créditeurs	1 781 013	
Total	7 920 532	5 763 299

3.4.2 Autres passifs

	31.12.2024	31.12.2023
Fournisseurs	15 016 675	17 346 716
Fournisseurs d'immobilisations	1 789	-
Personnel rémunération due	230 570	230 570
Note de frais salariés	9 720	25 428
Note de frais actionnaires	596 006	1 913 277
C.P.S.	4 250 924	3 115 324
Etat - Impôts sur les bénéfices	302 030	178 347
TVA due intracommunautaire	1 008 297	587 332
C.S.T.	199 708	-
Divers impôts et taxes à payer	2 490 275	6 262 039
Compte courant d'associé PCO	17 244 191	17 344 191
Compte courant d'associé JA	15 909 190	32 159 190
Compte courant d'associé FL	27 745	27 745
Autres comptes débiteurs/créditeurs	-	168 051
Régulations débiteurs/créditeur	1 004 000	-
Total	58 291 120	79 358 210

3.5 Comptes de régularisation

	31.12.2024		31.12.2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Charges constatées d'avances	4 848 131	-	1 959 786	-
Fournisseurs - Factures non parv		- 3 267 458		- 3 935 776
Personnel prov congés payés		- 3 880 099		- 2 561 601
Charges sur congés payés		- 1 055 304		- 711 189
TOTAL	4 848 131	- 8 202 861	1 959 786	- 7 208 566

3.6 Capitaux propres

3.6.1 Affectation de résultat

	Capital	Primes d'émission	Réserves légales	Provisions réglementées	Report à nouveau	Autres réserves	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
TOTAL AU 31 DECEMBRE 2023	340 000 000			-	104 503 330		- 120 884 214	114 612 456
Affectation du résultat	-	-	-	-	- 120 884 214	-	- 120 884 214	-
Résultat de la période	-	-	-	-	-	-	- 124 338 062	- 124 338 062
Augmentation de capital	34 680 000	-	-	-	-	-	-	34 680 000
TOTAL AU 31 DECEMBRE 2024	374 680 000	-	-	-	225 387 544	-	- 124 338 062	24 954 394

3.6.2 Tableau composition du capital

	Nombre	Val. Nominale	Capital Social
Actions ordinaires	1 102	340 000,00	374 680 000
Total	1 102	340 000,00	374 680 000

Au 31 décembre 2024, il existe 192 obligations convertibles en actions en circulation.

3.7 Tableau composition du capital

	Exercice d'émission	Montant initial	Taux nominal	Échéance	Devise
Emprunt obligataire 2023.CR.4.OIC.1	2024	32 640 000,00	4%	30/01/2030	XPF
Emprunt obligataire 2023.CR.4.OIC.2	2024	32 640 000,00	4%	30/01/2029	XPF
Total		65 280 000,00			

Note 4. Informations sur le hors bilan et opérations assimilées

4.1 Engagements de financement

Néant

4.2 Engagements de garantie

Néant

Note 5. Informations sur le compte de résultat

5.1 Intérêts, produits et charges assimilés

	31.12.2024		31.12.2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Intérêts, charges et produits assimilés	-	1 748 054	-	-
TOTAL	-	1 748 054	-	-

5.2 Commissions

	31.12.2024		31.12.2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Commissions	110 839 284	24 951 379	71 174 212	13 132 710
TOTAL	110 839 284	24 951 379	71 174 212	13 132 710

5.3 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

	31.12.2024		31.12.2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Variation de stock de marchandise	-	- 1 059 756	-	4 386 876
Achat de cartes	-	4 574 297	-	2 147 338
Pertes de change	-	67	-	-
Produit divers de gestion courant	-	- 79 545	-	- 14
Gains de change	307 517		164 482	
Autres produits financiers	279 419			
TOTAL	586 936	3 435 063	164 482	6 534 200

5.4 Produits et charges générales d'exploitation

	31.12.2024		31.12.2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Salaires et traitements		63 008 977		49 774 533
Autres charges sociales et fiscales	-	18 153 588		17 411 494
Total des frais de personnel	-	81 162 565		67 186 027
Achats	-	1 644 600		1 130 191
Services extérieurs et autres frais		99 497 755		86 952 837
Autres charges et produits	860 379	1 753 973		759 254
Impôts et taxes	-	2 095 973		583 967
Total des autres charges et produits	860 379	104 992 301		89 426 249
TOTAL	860 379	186 154 866	-	156 612 276

L'effectif moyen du personnel en activité au titre de l'exercice 2024 s'élève à 16 salariés.

Les honoraires du commissaire aux comptes au titre de l'exercice 2024 se sont élevés à 1 010 220 XPF.

5.5 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles

Les mouvements de l'exercice 2024 sont les suivants :

	31.12.2024	31.12.2023
DAP immo propres incorp	17 633 914	15 802 245
DAP immo propres corp	4 037 724	3 752 022
Total	21 671 638	19 554 267

5.6 Coût du risque

	31.12.2024	31.12.2023
Dot. prov. dépréc. créances clients	150 000	-
Total	150 000	-

5.7 Résultat exceptionnel

Les mouvements de l'exercice 2024 sont les suivants :

	31.12.2024		31.12.2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Charges et produits d'exceptionnels	1 993 461	-	4 448 871	622 756
sur exercices antérieurs	-	-	-	18 236
Pénalités et amendes fiscales	-	228 594	-	18 987
TOTAL	1 993 461	228 594	4 448 871	659 979

5.8 Impôt sur les bénéfices

En franc CFP	Exercice 2024	
Bases imposables aux taux de	0,25%	27%
Au titre du résultat courant	111 411 600	
Imputation des déficits		
Bases imposables	111 411 600	
Impôt correspondant : Base imposable au taux de 0,25%	278 529	
Impôt comptabilisé	278 529	
TOTAL	278 529	

Aux associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société EGPF POLYNESIE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, tels qu'applicables en Polynésie française, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaires aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des normes d'exercice professionnel relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans /es autres documents sur la situation financière et des comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle, conformément aux règles et principes comptables française tels qu'applicables en Polynésie française, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalie significative. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalise conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumule, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

En application des normes d'exercice professionnel applicables en France, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que Les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à PAPEETE, le 18 juin 2025
Pour la SCP CHANGUES MENARD ALBERT BOYER
Nicolas MENARD
Commissaire aux comptes

5 RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion est mis à la disposition du public au siège social de la Société.